

## **Contribution Bizi pour les Assises Urgence climatique et justice sociale**

Bizi s'est constitué comme un groupe local, à l'échelle du territoire Pays Basque, fin juin 2009, avec comme échéance concrète et structurante le sommet de Copenhague. Nous avons dès le début adhéré à la plateforme Urgence climatique et justice sociale. Cette appartenance nous a totalement satisfait car cela nous a permis de connaître et de suivre le calendrier international de mobilisations, d'être en lien avec les grands débats et réflexions liées à la lutte pour la justice climatique et à la mobilisation pour le sommet de Copenhague. Nous devons donc tout d'abord remercier les militants et les militantes qui ont porté le travail d'animation, de mise en commun et de diffusion de l'information et des débats de la plateforme UCJS.

Bizi a fonctionné sur la base d'un plan, un calendrier de travail bien précis, échelonné jusqu'au Sommet de Copenhague.

Il comprenait 2 niveaux pour nous inséparables :

-le global : UCJS, CJN, montée à Copenhague, actions locales liées au calendrier de mobilisation international, 23-25 juillet, 29 août (J-100), 21 septembre, 24 octobre, 5 décembre, 12 décembre

-le local où nous avons principalement développé deux axes de travail : la question des transports et de l'aménagement du territoire (défense des bus en site propre, mobilisation anti voie nouvelle LGV, défense du Fret ferroviaire, parcours cyclables...) et le temps de travail (actions contre la loi élargissant le travail le dimanche et contre les grandes surfaces ouvrant le dimanche matin)

Nos prises de positions concernaient tant l'actualité internationale (liée à Copenhague) qu'Hexagonale (débat parlementaire sur le travail le dimanche, taxe carbone) que locale (problème des chronobus à Anglet ou de l'éco-quartier de Saint Jean de Luz).

Nous sommes passés de 20 adhérent(e)s au départ à 110 début janvier dont une grosse moitié a participé aux réunions et à la prise en charge du travail. Nous avons fait un travail important de formation interne et externe (stages, conférences, forum). Notre assemblée du 23 décembre qui a réuni 50 membres de Bizi a décidé à l'unanimité qu'il fallait que le mouvement continue.

Nous avons donc ouvert un processus de débat pendant trois mois. Nous venons de finaliser une phase de bilan qui s'est réalisé par le biais de réunions locales, 8 au total. Les gens étaient assez contents du travail réalisé par Bizi, et de ce qui a été ressenti comme l'émergence potentielle d'une nouvelle force mondiale. En ce sens la Déclaration des peuples du Klimaforum, malgré quelques points sur lesquels nous aurions formulé les choses différemment, nous paraît être un motif d'espoir. L'aspect déclaration commune fixant des propositions, une base programmatique nous paraît être une avancée qualitative pour le combat altermondialiste. Nous nous retrouvons également dans la place centrale qui occupe le concept de transition, qui nous paraît bien résumer l'esprit radical/pragmatique auquel se rattachent la plupart des militant(e)s de Bizi !

Nous sommes bien sûrs conscients de nos faiblesses et de nos insuffisances et le bilan pointé beaucoup de choses à améliorer ou à modifier. Nous sommes également conscients des difficultés de la bataille mondiale et de la tâche de construction du mouvement et du rapport de forces nécessaires pour gagner cette bataille. Le travail qui nous attend tous et toutes est immense.

Nous entamons aujourd'hui la phase deux du débat interne avec comme grands points : la nouvelle charte de Bizi, le fonctionnement du mouvement, et les axes de travail prioritaires. Cette phase 2 se finalisera par une assemblée de 4 jours qui aura lieu du 2 au 5 avril prochain.

Nous sommes absolument désolés de ne pas pouvoir être physiquement présent(e)s à ces Assises du 6 février. Mais un calendrier fixé avant cette Rencontre Nationale fait que nous avons deux mobilisations importantes à gérer ce même jour chez nous. Une chaîne humaine géante en soutien à la chambre d'agriculture alternative du Pays Basque qui doit passer en procès d'appel le jeudi 18 février prochain à Pau. Et une Journée de fête et de mobilisation "Urgence écologique et justice sociale" contre le plan de démantèlement d'une partie des infrastructures locales de Fret ferroviaire, que Bizi ! co-organise avec la CGT et les cheminots de la côte basque, et le CADE, un collectif local fédérant 43 associations de défense de l'environnement.

Comme contribution à la réflexion de ces Rencontres nationales pour l'urgence climatique et la justice sociale, deux propositions :

-se servir de la Déclaration des peuples du Klimaforum comme outil de structuration du "mouvement des mouvements", comme référence programmatique commune pour la force mondiale qui doit se constituer pour peser réellement sur le cours des choses.

-et comme le dit cette Déclaration des Peuples, il faut que " Les mesures que nous prendrons nous aident à convaincre une large majorité qu'une transition soutenable est la promesse d'une vie meilleure et plus épanouissante". Dans cet esprit et par rapport à l'atelier "Finance et fiscalité écologique", au vu des compétences que regroupent les organisations présentes dans UCJS, ne pourrait on pas imaginer comme piste de travail concrète la chose suivante :

Chiffrer les sommes que permettrait de collecter dans les dix années à venir une taxe carbone ou contribution climat énergie qui partirait de 32 euros au moins, dont ne seraient pas exonérées les industries polluantes, les secteurs d'activité comme l'agriculture ou le transport routier, l'électricité etc... et qui aurait la progressivité nécessaire.

Décrire assez précisément un programme de mesures que ces sommes collectées permettrait de financer : financement de l'isolation de combien de logements de personnes au dessous de tel tranche de revenu, financement de quelles aides pour relocaliser l'économie, pour le développement des zones mixtes habitat-travail-loisirs, développement de quels types de transports collectifs, quels investissements destinés à développer les énergies renouvelables, financement et programme précis concernant l'agriculture paysanne et durable, quelle participation à un Fonds mondial de financement de l'adaptation et de transition énergétique pour les pays les plus pauvres.

Un tel travail théorique pourrait aboutir à un véritable programme à la fois revendicatif et pédagogique, qui allie à la fois les mesures anti-GES et de sobriété énergétique, la justice sociale et la défense des plus démunis, et la construction d'un autre type de société, avec un outil concret à défendre pour rendre réaliste ce programme : la contribution climat énergie. Dès lors, cela nous permettrait de mener une campagne politique concrète, chiffrée, offensive et constructive.